

PATENT ASSIGNMENT

Electronic Version v1.1

Stylesheet Version v1.1

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT
NATURE OF CONVEYANCE:	LICENSE AGREEMENT
CONVEYING PARTY DATA	
Name	Execution Date
L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE	11/25/2002
RECEIVING PARTY DATA	
Name:	INNATE PHARMA SAS
Street Address:	GRAND PRE
Internal Address:	121 ANCIEN CHEMIN DE CASSIS
City:	MARSEILLE
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	13009
PROPERTY NUMBERS Total: 1	
Property Type	Number
Application Number:	11512688
CORRESPONDENCE DATA	
Fax Number:	(352)372-5800
<i>Correspondence will be sent via US Mail when the fax attempt is unsuccessful.</i>	
Phone:	352-375-8100
Email:	FCE@SLSPATENTS.COM
Correspondent Name:	FRANK C. EISENSCHENK, PH.D.
Address Line 1:	P.O. BOX 142950
Address Line 4:	GAINESVILLE, FLORIDA 32614-2950
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	INN-116TD2
NAME OF SUBMITTER:	FRANK C. EISENSCHENK, PH.D.
Total Attachments: 28 source=executed License Agmt#page1.tif source=executed License Agmt#page2.tif source=executed License Agmt#page3.tif	

OP \$40.00 11512688

500415123

PATENT
REEL: 020216 FRAME: 0669

source=executed License Agmt#page4.tif
source=executed License Agmt#page5.tif
source=executed License Agmt#page6.tif
source=executed License Agmt#page7.tif
source=executed License Agmt#page8.tif
source=executed License Agmt#page9.tif
source=executed License Agmt#page10.tif
source=executed License Agmt#page11.tif
source=executed License Agmt#page12.tif
source=executed License Agmt#page13.tif
source=executed License Agmt#page14.tif
source=executed License Agmt#page15.tif
source=executed License Agmt#page16.tif
source=executed License Agmt#page17.tif
source=executed License Agmt#page18.tif
source=executed License Agmt#page19.tif
source=executed License Agmt#page20.tif
source=executed License Agmt#page21.tif
source=executed License Agmt#page22.tif
source=executed License Agmt#page23.tif
source=executed License Agmt#page24.tif
source=executed License Agmt#page25.tif
source=executed License Agmt#page26.tif
source=executed License Agmt#page27.tif
source=executed License Agmt#page28.tif

I, LAFORGUE Françoise, of Cabinet BARRE LAFORGUE & associés, 95 rue des Amidonniers, 31000 TOULOUSE (FRANCE), do hereby declare that the attached document is a true copy of the original exclusive license agreement granted by L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE to INNATE PHARMA.

Signed in Toulouse

on November 25, 2002.


LAFORGUE Françoise

C A B I N E T
BARRE LAFORGUE
& associés

PROPRIETE INDUSTRIELLE EN FRANCE ET A L'ETRANGER
95, rue des amidonniers 31000 TOULOUSE

CONTRAT DE LICENCE

N° 97027

ENTRE :

L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE,
établissement public, scientifique et technologique, dont le siège est au 101 rue de
Tolbiac - 75654 PARIS CEDEX 13, représenté par son Directeur Général, Monsieur
Claude GRISCELLI,

ci-après désigné par le sigle « INSERM »,

D'UNE PART,

ET :

INNATE PHARMA, SAS au capital de 250 000 F dont le siège social est situé Grand
Pré 121, ancien chemin de Cassis, 13009 MARSEILLE, représenté par son Président
de Comité de Direction Monsieur Hervé BRAILLY,

ci-après désignée par le sigle « INNATE »

D'AUTRE PART,

collectivement désignés ci-après par « les Parties »

ATTENDU QUE :

La Société INNATE est une société de biotechnologies dont l'activité vise au développement pré-clinique et clinique, et la valorisation de cibles thérapeutiques dans le domaine de l'immunothérapie. INNATE dispose d'une plate forme technologique combinant l'immunologie et la chimie des substances naturelles.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Tout au long du présent accord et à moins qu'il ne soit clairement indiqué le contraire, les termes énoncés ci-dessous auront la signification suivante :

"Savoir-faire" signifie :

les matériels détenus par les Unités 395 et 463 de l'INSERM avant la signature du contrat ainsi que l'ensemble des informations scientifiques et techniques, formules, méthodes, procédés relatifs à phospho-halohydrines et phospho-epoxyhydrines ("PHD"), phosphoantigènes non peptidiques, agents activateurs des sous-populations de lymphocytes Ty982, nécessaires à la mise en oeuvre des Brevets, et tout matériel dérivé des matériels ou incorporant les matériels couverts par les Brevets.

"Brevets" signifient :

- la demande de brevet FR/98 10914 déposée par l'INSERM le 1^{er} septembre 1998 intitulée " Nouveaux composés phosphoepoxydes, procédé de fabrication et applications" et l'extension PCT FR99/02 057 ;
- la demande de brevet FR/98 10913 déposée par l'INSERM le 1^{er} septembre 1998 intitulée "Nouveaux composés phosphohalohydrines, procédé de fabrication et applications" et l'extension PCT FR99/02 058 ;

et toute demande étrangère déposée sur la base de ces demandes, toute continuation, continuation-in-part, addition, division, et les brevets en résultant, ainsi que tout brevet redéposé, redélivré ou réexaminé sur la base de ces demandes.

"La Technologie" signifie :

le Savoir Faire et les Brevets et/ou toute ou partie de ces éléments utilisés seuls ou combinés dès lors qu'ils sont destinés à être utilisés dans le Domaine du contrat.

"Produit(s)" signifie :

Tous produits, méthodes et services dont la fabrication, la réalisation, l'usage et/ou la vente constitue une contrefaçon d'une revendication d'un Brevet délivrée et non-annulée ou autrement invalidée par une décision définitive et/ou un usage abusif du Savoir-faire en l'absence de licence d'exploitation de celui-ci.

"Travaux de Développement" signifient :

l'ensemble des travaux et études directement réalisés par INNATE ou pour le compte d'INNATE conformément au plan de développement commercial remis à l'INSERM tel que prévu à l'article 2.3. ci-après, incluant les travaux et études qui sont requis pour le développement et la mise sur le marché des Produits, ou indirectement par le biais de ses Filiales ou de ses sous-licenciés.

"Filiale" de INNATE signifie :

Toute société commerciale de capitaux ou de personnes, de droit français ou étranger, qui par le biais d'une participation au capital social ou d'un autre moyen, mais en ayant au moins 50 % des droits de vote ou des droits de diriger les affaires de la société, contrôle INNATE, est contrôlée par INNATE ou est placée sous le même contrôle que INNATE.

"Ventes Nettes" signifie :

Le montant des ventes Hors Taxes des Produits (sous toutes ses formes) facturés à des tiers dans un pays donné, par INNATE, ses Filiales ~~ou ses sous-licenciés~~, après déduction des rabais divers, remises ou ristournes accordés, frais de transport, d'emballage et d'assurances liés au transport, autres taxes, frais de douane facturés, dans les pays du Territoire. y H3

Les Ventes Nettes n'incluent pas les ventes intermédiaires des Produits entre INNATE et ses Filiales ou entre ses Filiales. Seul le montant final facturé par INNATE, ses Filiales ~~et ses sous-licenciés~~ sera pris en considération dans le calcul des Ventes Nettes. Ne seront pas pris en considération dans le calcul des Ventes Nettes, les ventes ou transferts humanitaires, ni ceux réalisées dans le cadre d'études cliniques. y H3

"Domaine du Contrat" signifie :

Tout domaine d'utilisation des Produits dans le domaine thérapeutique tel que l'immunostimulation de pathologies infectieuses, l'immunosuppression dans l'autoimmunité et en particulier la thérapie adjuvante du cancer de la vessie, l'immunothérapie anticancéreuse.

"Territoire" signifie : le monde entier.

ARTICLE 2 - NATURE, OBJET ET ETENDUE DE LA LICENCE

- 2.1. L'INSERM accorde à INNATE, qui accepte, une licence mondiale exclusive d'exploitation de la Technologie dans le Domaine du Contrat en vue de développer, promouvoir, fabriquer, faire fabriquer, vendre et distribuer des Produits dans le Territoire.
- 2.2. La licence définie à l'article 2.1 ci-dessus confère à INNATE le droit de concéder des sous-licences à ses Filiales et à des tiers, sous réserve d'une information préalable de l'INSERM et de la transmission à l'INSERM d'une copie du contrat de sous licence. Les contrats conclus par INNATE avec les sous licenciés devront être en tout point conformes aux termes du présent contrat et devront contenir des obligations similaires à celles prévues aux présentes, notamment celles figurant à l'article 4.

INNATE s'engage à prendre en compte les remarques formulées par l'INSERM, en particulier lorsque ces remarques porteront sur la capacité du sous licencié à introduire un Produit sur le marché dans des délais raisonnables et sur des conditions financières justes et raisonnables.

INNATE restera seule responsable de la bonne exécution des sous-licences.

- 2.3. INNATE remettra à l'INSERM dans les six mois suivant la signature du présent contrat un plan de développement commercial exprimant les conditions dans lesquelles elle entend réaliser les Travaux de Développement (ci-après désigné "le Plan de développement commercial"), ainsi qu'un calendrier d'exécution desdits Travaux de Développement. Le Plan de développement commercial sera annexé au présent contrat pour en faire partie intégrante.

ARTICLE 3 - COLLABORATION DE RECHERCHE

Dans l'hypothèse où INNATE souhaiterait confier l'exécution de travaux à une équipe de recherche soutenue par l'INSERM, les Parties conviennent que des accords séparés seront établis à cet effet entre INNATE et l'INSERM afin de définir les modalités de la réalisation de tels travaux.

ARTICLE 4 - DEVELOPPEMENT - COMMERCIALISATION

- 4.1. INNATE fera diligence pour conduire, directement ou indirectement par le biais de ses Filiales ou de ses sous-licenciés les Travaux de Développement et aboutir à l'exploitation des Produits.

En cas de difficultés techniques de développement les Parties se rencontreront pour décider des mesures à prendre, et déploieront des efforts raisonnables pour les résoudre.

- 4.2. INNATE s'engage à se conformer à la réglementation en vigueur en France et à l'étranger pour la conduite des Travaux de Développement et à faire ses meilleurs efforts pour obtenir les autorisations requises par les lois et les règlements applicables dans les pays où INNATE envisage la mise sur le marché des Produits.
- 4.3. INNATE sera libre de mener comme elle l'entend sa politique de dépôt des demandes d'autorisation de mise sur le marché des Produits et sa politique de promotion, de fabrication et de distribution des Produits sous réserve de l'accord préalable de l'INSERM pour toute utilisation de son nom.
- 4.4. Dans le cadre des études cliniques qui seront mises en œuvre par ou sur ordre de INNATE, INNATE s'engage à se conformer à toutes les obligations requises par les lois et les règlements en vigueur et pour les études menées en France, aux obligations de la loi du 20 décembre 1988 modifiée, relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales. INNATE garantit l'INSERM de toute mise en cause ou de toute action qui pourrait être intentée par des tiers au titre de ces études.

4.5. INNATE s'engage à tenir l'INSERM régulièrement informé de l'état d'avancement des Travaux de Développement. A cette fin, INNATE adressera, à l'issue de chaque année contractuelle à l'INSERM (Service du Partenariat pour le Développement Economique), en application du Plan de développement commercial, un rapport écrit qui montrera l'état d'avancement de la recherche-développement, et le cas échéant des études pré-cliniques et cliniques réalisées, des dossiers de demandes d'autorisation de mise sur le marché et des ventes de Produits qui sont intervenus dans l'année en cause.

4.6. INNATE conserve les droits qui lui sont concédés aux termes des présentes sous réserve du développement et de l'exploitation des Produits.

4.6.1. Dans l'hypothèse où INNATE ne mettrait pas en œuvre des moyens raisonnablement proportionnés au regard des pratiques de sa profession et, compte-tenu du Plan de développement commercial, ou interromprait pendant plus de 6 mois les Travaux de Développement, les Parties se concerteront pour évaluer les raisons du retard pris dans le développement des Produits et pour déterminer, le cas échéant, les suites à donner aux relations instituées aux termes des présentes.

Il pourra être décidé d'un commun accord de réactualiser le Plan de développement commercial en fonction des résultats obtenus et des difficultés rencontrées. Cette réactualisation fera l'objet d'un document écrit visé par l'ensemble des Parties. Dans l'hypothèse où les Parties ne pourraient se mettre d'accord dans un délai de 3 mois à compter de la transmission annuelle du Plan de développement commercial, le présent contrat pourra être en tout ou en partie résilié par l'INSERM.

4.6.2. INNATE aura le droit d'arrêter les Travaux de Développement ou l'exploitation d'un Produit, pour quelle cause que ce soit, pendant la durée du présent contrat, par notification adressée à l'INSERM exprimant les raisons de cette interruption.

4.6.3. L'INSERM sera libre de rechercher un partenaire tiers pour poursuivre les développements et la commercialisation des Produits, dans le cas de défaut de développement et de commercialisation des Produits par INNATE tels que décrits aux articles 4.6.1. et 4.6.2. ci-dessus. INNATE pourra concéder à l'INSERM le droit d'exploiter les résultats obtenus dans le cadre des Travaux de Développement menés par INNATE dans la mesure où ces résultats s'avéreraient nécessaires pour permettre à l'INSERM de valoriser les résultats auprès de partenaires tiers et poursuivre le développement et la commercialisation des Produits.

L'INSERM s'engage alors à verser à INNATE, en cas d'exploitation de la Technologie par un tiers, une juste quote part des redevances perçues par l'INSERM, à concurrence du montant des investissements supportés directement par INNATE, ses Filiales ou ses sous-licenciés pour les Travaux de Développement jusqu'à la date de rétractation de INNATE. Cette quote part sera définie de bonne foi entre les Parties.

Nonobstant ce qui précède, il est convenu que l'arrêt des Travaux de Développement ou de l'exploitation commerciale des Produits n'entraînera le versement d'aucune indemnité de quelque nature que ce soit à l'autre partie.

ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES

5.1. Frais de propriété industrielle

En contrepartie des droits concédés aux présentes, INNATE prendra en charge, à compter de la signature du présent contrat, les frais relatifs aux procédures d'obtention, d'examen, d'extension, de maintien en vigueur et de défense des Brevets dans les conditions précisées à l'article 6.

Au plus tard dans un délai de 3 ans à compter de la signature des présentes, INNATE s'engage à rembourser l'INSERM de la totalité des sommes payées par l'INSERM au titre des procédures de dépôt, d'extension et de maintien en vigueur des Brevets en France et à l'étranger avant l'entrée en vigueur du présent contrat. INNATE s'engage à informer au minimum annuellement l'INSERM de son intention ou non de procéder à ce paiement étant entendu que ce paiement pourra intervenir à tout moment mais qu'il devra intervenir au plus tard à l'issue d'une période de 3 ans à compter de la signature des présentes.

Le paiement sera à effectuer sur présentation d'une facture émise par l'INSERM et établie au nom de INNATE au plus tard dans un délai de 3 ans à compter de la signature des présentes.

5.2. Sommes forfaitaires

En contrepartie des droits concédés aux présentes, INNATE s'engage à verser à l'INSERM les sommes forfaitaires définies ci-dessous, lors de la réalisation des étapes suivantes :

- Début des essais cliniques de phase III : 2 000 000, 00 FF

- Première mise sur le marché d'un Produit : 5 000 000,00 FF

Les sommes mentionnées ci-dessus sont payables dans un délai de 45 jours à compter de la réalisation de l'événement considéré, pour chaque Produit dans la mesure où il donne lieu à un développement clinique spécifique.

5.3. Redevances

5.3.1. INNATE s'engage à payer à l'INSERM une redevance basée sur les Ventes Nettes de tout Produit commercialisé et facturé par INNATE, ses Filiales ou ses sous-licenciés de 5%.

5.3.2. Dans le cas de la concession de sous licences de la Technologie licenciée, INNATE versera à l'INSERM un pourcentage des sommes de toutes natures perçues par INNATE. Il est entendu que ledit pourcentage sera appliqué directement sur les montants des versements forfaitaires perçus par INNATE de ses Filiales, et/ou sous licenciés (cash, versements annuels, minima garantie etc...).

En fonction de l'état d'avancement du projet, les taux appliqués sont les suivants :

- stade pré-clinique : 30%
- entrée en phase I ou I/II (IND) : 15%
- entrée en phase II : 12,5%
- entrée en phase III : 10%
- dépôt de la 1ere demande d'AMM (ou équivalent NDA) : 10%
- première commercialisation d'un Produit : 10%

Il est entendu que les taux ici appliqués ne sont valides que pour un engagement de moyens attesté de la part d'INNATE tels que décrits en annexe et pour le schéma de commercialisation décrit dans ladite annexe.

- 5.3.3. Les redevances sur les ventes de Produits seront dues pour chaque pays, à compter de la première mise sur le marché d'un Produit dans le Domaine du Contrat, tant et aussi longtemps qu'il existe un Brevet délivré et opposable aux tiers dans ce pays ou pendant 10 années à compter de la première commercialisation dudit Produit, si la vente de ce Produit n'est pas protégé par un Brevet, délivré et opposable aux tiers, dans ce pays.

Il est entendu que dans ce dernier cas, les redevances dues à l'INSERM seront réduites de moitié.

INNATE sera seule responsable du paiement des redevances à l'INSERM.

- 5.3.4 Si INNATE, ses Filiales ou ses sous-licenciés doivent payer une redevance à des tiers en contrepartie du droit de fabriquer, utiliser, vendre un Produit ou pour en concéder une sous licence dans un quelconque pays du Territoire, INNATE sera alors en droit, après avoir obtenu une licence d'exploitation dudit tiers, de déduire de la redevance due au titre de la présente licence, la redevance due à ce tiers, étant entendu que cette déduction ne pourra aboutir à une réduction de plus de 50 % du montant de la redevance due à l'INSERM.

- 5.3.5. Le paiement de la redevance s'effectuera comme suit :

- L'état des Ventes Nettes de tout Produit et/ou des sommes forfaitaires perçues, arrêté au 31 décembre de chaque année et certifié conforme par le Commissaire aux Comptes de INNATE, sera adressé à l'INSERM le 30 avril de l'année suivante, même dans l'hypothèse d'une absence de ventes pendant l'année considérée.

- Après acceptation de cet état par l'INSERM, les sommes dues au titre de l'année considérée devront être versées dans le délai de 45 jours à dater de la réception de la facture émise par l'INSERM. Les paiements seront effectués à l'ordre de Monsieur l'Agent Comptable de l'INSERM au Compte 0000 3005071/61 - Recette Générale des Finances de Paris - 19 rue Scribe - 75436 PARIS Cedex 09.

Les sommes dues seront majorées des taxes légales et notamment de la TVA au taux en vigueur.

- 5.3.6. INNATE s'engage à tenir, et à faire tenir par ses Filiales et ses sous-licenciés une comptabilité particulière des sommes reçues pour la vente des Produits sur laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des transactions commerciales effectuées et au contrôle des redevances. Cette comptabilité spéciale sera tenue à la disposition de l'INSERM pour chaque année jusqu'à l'expiration d'une période de 3 ans suivant cette année.

A la requête de l'INSERM mais au maximum une fois par année civile, INNATE autorisera un expert-comptable indépendant choisi par l'INSERM et à l'encontre duquel INNATE n'a pas d'objections justifiées à formuler, à contrôler ladite comptabilité dans le but de vérifier l'exactitude du calcul de la redevance. Les frais et honoraires de cet expert seront exclusivement à charge de l'INSERM. Ledit expert procédera à une vérification conformément aux dispositions du présent article 5. L'expert-comptable désigné sera tenu au secret professionnel.

ARTICLE 6 - PROPRIETE INDUSTRIELLE - CONTREFAÇON

- 6.1. INNATE prend en charge à compter de la signature des présentes, la gestion des dossiers et le suivi des procédures de délivrance, maintien en vigueur et défense des Brevets.

INNATE s'engage à prendre en charge les frais relatifs aux procédures d'obtention, d'examen, d'extension, de maintien en vigueur et de défense des Brevets dans les pays du Territoire où il sont déposés ou accordés, pendant toute la durée du contrat.

Si INNATE ne souhaite pas maintenir en vigueur, ou poursuivre les procédures d'extension, d'obtention ou de défense d'un des Brevets dans un pays, elle en informera l'INSERM en temps utile afin que celui-ci puisse, s'il le désire, poursuivre les procédures d'extension, d'obtention, ou maintenir en vigueur et défendre les Brevets à ses frais, dans ce pays, en France ou à l'étranger.

Dans cette hypothèse, INNATE perdra les droits de licence qui lui sont accordés au terme du présent contrat sur le(s) Brevet(s) et dans le ou les pays concernés.

- 6.2. INNATE agira aux mieux des intérêts de l'INSERM et des inventeurs dans le cadre de toute action qui s'avérerait nécessaire pour la défense des droits attachés aux Brevets et, en particulier, dans le cas où une action en contrefaçon serait exercée par INNATE contre un tiers contrefacteur ou par un tiers contre INNATE.
- 6.3. L'INSERM et INNATE s'informeront réciproquement dans les plus brefs délais de tout acte de contrefaçon par un tiers dont ils auraient connaissance. Les Parties se concerteront afin de définir de la meilleure stratégie à entreprendre. Si une action en justice s'avère nécessaire et efficace, elle sera engagée par INNATE, ses Filiales ou ses sous-licenciés, à leur nom et à leur frais, l'INSERM leur apportant ses conseils techniques et/ou juridiques.

INNATE, ses Filiales ou ses sous-licenciés conserveront tous dommages-intérêts, frais et dépense qui pourraient leur être alloués à la suite d'actions intentées contre un contrefacteur ou un imitateur. Après recouvrement des frais engagés par INNATE, ses Filiales ou ses sous-licenciés au titre de telles actions, INNATE accepte de verser à l'INSERM une part du montant des dommages-intérêts qui lui seraient alloués, correspondant au taux de redevance défini à l'article 5.3 ci-dessus.

Dans l'hypothèse où INNATE, ses Filiales ou ses sous-licenciés décident de ne pas agir en contrefaçon, l'INSERM pourra décider d'engager seul la procédure à son nom et à ses frais, INNATE lui apportant une assistance technique et juridique raisonnable dans la conduite de cette action. L'INSERM encaissera la totalité des indemnités éventuellement prononcées à son profit par les tribunaux.

- 6.4. Si des poursuites en contrefaçon sont exercées contre INNATE, INNATE ne pourra réclamer à l'INSERM aucune indemnité, aucun remboursement des sommes versées, aucune réduction des sommes encore dues au titre de l'article 5 ci-dessus, au moment de la décision de justice définitive. INNATE pourra imputer 50% du montant des condamnations sur la rémunération due à l'INSERM au titre de l'article 5.3, après une décision de justice définitive ou exécutoire, faisant droit aux prétentions d'un tiers ayant donné lieu à la condamnation de INNATE pour violation des droits de ce tiers, dans la limite toutefois d'une réduction maximum de 50 % du montant de la rémunération due à l'INSERM au titre de l'article visé ci-dessus, et le cas échéant, en échelonnant les sommes à imputer sur plusieurs années d'exploitation.

ARTICLE 7 - GARANTIE - INDEMNISATION

- 7.1. L'INSERM déclare et garantit à INNATE l'existence matérielle des Brevets et qu'il est pleinement habilité à lui conférer la licence objet du présent contrat tel que décrite à l'article 2.1. Sous réserve de ce qui précède, l'INSERM ne consent à INNATE aucune autre garantie, d'aucune sorte, expresse ou tacite.
- 7.2. Rien dans le présent contrat ne pourra être interprété comme :
- constituant une garantie de l'INSERM ou des inventeurs de l'obtention, de la validité ou de la portée de l'un quelconque des Brevets dans un des pays du Territoire,
 - constituant une garantie de non violation présente ou à venir de brevets de tiers ou tout autre droit de propriété intellectuelle de tiers pour objet, service, méthode ou procédé fabriqué, utilisé, vendu ou exploité de quelque manière que ce soit, dans le cadre du présent contrat,
 - constituant une garantie de l'innocuité ou de l'adéquation des inventions objet des Brevets à un but particulier, ou de la performance ou de l'adéquation à une fin donnée de la Technologie transférée au terme du présent contrat,
- 7.3. INNATE, ses Filiales et ses sous-licenciés garantissent l'INSERM et les membres de son personnel, de tout recours qui pourraient être intentés contre eux à raisons de dommages aux personnes ou aux biens, subis à l'occasion de la fabrication, de la détention de l'utilisation de la Technologie et de la commercialisation des Produits par INNATE, ses Filiales ou ses sous-licenciés. INNATE, ou ses Filiales et ses sous-licenciés renoncent à entreprendre toute action contre l'INSERM dans le cas où ces réclamations, demandes, poursuites, actions seraient effectuées contre INNATE ou ses Filiales ou ses sous-licenciés par des tiers.

INNATE veillera à ce qu'elle-même, ses Filiales et ses sous-licenciés disposent des assurances nécessaires afin de couvrir de manière suffisante sa responsabilité au titre de l'exercice de la présente licence. Les dispositions de la présente section ne s'appliqueront pas lorsque l'INSERM et/ou les membres de son personnel auront concouru par leur faute ou leur négligence à la survenance du dommage.

ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITE

- 8.1. Chacune des Parties s'engage à conserver confidentielles, à ne pas communiquer ou divulguer à quiconque sans l'accord écrit de l'autre partie, les informations de toute nature dont elle pourrait avoir connaissance, à l'occasion de l'exécution du présent contrat et notamment toute information confidentielle relative aux Travaux de Développement, à la Technologie au Produit qu'elle pourrait recevoir dans le cadre des présentes (ci-après "les Informations").

Ne seront pas toutefois considérées comme confidentielles les Informations qui :

- seraient dans le domaine public à la date de leur communication ou seraient mises dans le domaine public par un tiers de bonne foi par la suite, ou
- seraient déjà connues de la partie les recevant à la date d'entrée en vigueur des présentes, sauf si lesdites Informations ont été reçues de l'une des Parties aux présentes, ou
- seraient reçues d'un tiers ayant le droit d'en disposer.

Dans tous les cas, la preuve que les Informations ne sont pas confidentielles est à la charge de la partie qui les reçoit.

- 8.2. INNATE aura le droit de fournir les Informations à des tiers, y compris à ses Filiales et ses sous-licenciés, dans la mesure où la révélation de ces Informations est utile ou nécessaire à INNATE pour l'exploitation de la licence concédée par les présentes, pour autant que le tiers à qui ces Informations sont transmises soit lié par une obligation de confidentialité similaire à celle prévue ci-dessus.

Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures raisonnablement exigibles en vue de satisfaire à leurs obligations découlant du présent article 8.

La présente obligation de confidentialité sera valable dix (10) ans suivant la signature du présent contrat.

ARTICLE 9 - DUREE

Le présent contrat entre en vigueur à la date de signature par l'ensemble des Parties signataires. Il restera en vigueur jusqu'à la plus lointaine des deux échéances suivantes :

- a) l'expiration ou l'invalidation du dernier des Brevets couvrant les Produits, ou
- b) l'expiration d'une période de 10 (dix) ans à compter de la première commercialisation d'un Produit si la vente de ce Produit n'est pas protégée par un Brevet délivré et opposable aux tiers, dans ce pays.

Handwritten signature/initials

ARTICLE 10 - RESILIATION DU CONTRAT

- 10.1. Le présent contrat sera résilié par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre Partie de l'une quelconque de ses obligations au titre des présentes, si ladite Partie n'a pas remédié à ladite inexécution dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de notification écrite de ladite inexécution.
- 10.2. Le présent contrat sera résilié en cas de cessation d'activités ou procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de INNATE, sous réserve des dispositions de l'article 37 nouveau de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 ;
- 10.3. Le présent contrat sera également résilié en cas d'impossibilité pour INNATE d'obtenir le financement nécessaire à l'exercice de son activité et de procéder aux paiements prévus aux présentes, et d'impossibilité pour INNATE de réaliser les étapes de développement et de commercialisation conformément au Plan de développement commercial figurant en annexe, et conformément aux dispositions de l'article 4.6.

ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

11.1. Incessibilité

Aucune des Parties ne peut céder en tout ou partie le présent contrat à un tiers sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie. Il est toutefois expressément prévu que cet accord sera réputé acquis en cas de défaut de réponse de l'INSERM dans un délai de 45 jours.

En cas de fusion, d'absorption, de cession, de transfert d'activités à une société ou de toute autre transformation de INNATE visant à modifier les caractéristiques intuitu personae prises en compte pour la conclusion du présent contrat, le présent contrat ne pourra être transféré qu'avec le consentement préalable et écrit de l'INSERM, qui devra intervenir dans le délai de 45 jours à compter de la demande, consentement qui ne devra pas être refusé sans motifs légitimes.

Il est d'ores et déjà entendu que ladite société sera en tout état de cause soumise aux mêmes obligations que celles mises à la charge de INNATE dans le cadre des présentes à moins que les parties n'en conviennent ensemble autrement.

Dans tous les cas un avenant au présent contrat entre l'INSERM et ladite société devra être élaboré simultanément à l'opération réalisée avec INNATE qui définira les obligations respectives desdites parties conformément au paragraphe précédent.

11.2. Force Majeure

Chaque Partie sera excusée de ne pas satisfaire à ses obligations et ne pourra être tenue responsable ni redevable de dommages-intérêts envers l'autre partie, si l'inexécution est due à un cas de force majeure, tel que la désorganisation de ses services résultant notamment de grève, démission ou de tout autre événement hors de son contrôle.

11.3. Co-Contractants Indépendants

Le présent contrat ne doit en aucun cas être interprété comme créant une relation d'association ou une société de fait entre les Parties, chacune d'elles devant être considérée comme co-contractant indépendant.

11.4. Modifications

Le présent contrat annule et remplace tout accord antérieur entre les Parties relatif à l'objet des présentes. Le présent contrat ne pourra être modifié que par écrit, toute modification devant être signée par un représentant autorisé de chacune des Parties.

11.5. Communications

Toute communication ou notification à l'attention des Parties devra être faite par télex, télécopie confirmée ou lettre recommandée avec accusé de réception aux adresses indiquées ci-dessous, tant et aussi longtemps qu'elles n'ont pas été notifiées d'un changement d'adresse par écrit :

pour l'INSERM : DPES
101, rue de Tolbiac
75654 PARIS Cedex 13
Tel : 01 44 23 60 40
Fax : 01 45 85 07 66

pour INNATE : _____

Tel : _____
Fax : _____

11.6. Non abandon de droits

Si, en cas de violation par l'une ou l'autre des Parties de ses obligations résultant du présent contrat, la Partie non fautive ne se prévaut pas de ses droits résultant pour elle de ladite violation, le non-exercice de ses droits ne saura être interprété comme une renonciation à exercer lesdits droits dans le futur ou à l'occasion d'une nouvelle violation similaire par la Partie fautive de ses obligations résultant du présent contrat.

11.7. Enregistrement

Tout pouvoir est donné au porteur du présent contrat de licence pour en obtenir l'enregistrement fiscal et l'enregistrement aux Registres Nationaux des Brevets dans les pays du Territoire concernés par la présente licence.

ARTICLE 12 - REGIME DU CONTRAT

Le présent contrat est soumis au droit français.

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation, l'exécution du contrat, les Parties devront s'efforcer de les résoudre à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les tribunaux de Paris seront seuls compétents.

Fait à Paris, le 26 AVR 2000
en deux exemplaires originaux,

L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE
ET DE LA RECHERCHE MEDICALE

INNATE PHARMA

Le Directeur Général



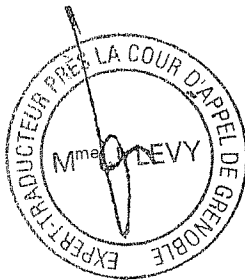
Le Président du Comité de Direction

H.BRAILLY

DECLARATION

I, J. LEVY, of Miécaze-Gare 15150 SAINT ETIENNE CANTALES do hereby declare that I am conversant with the English and French languages and am qualified to translate the attached document from the French language into English. I further declare that to the best of my knowledge and belief the following is a true and correct translation of the licence agreement granted by L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE to INNATE PHARMA

Signed on 20th November 2002.



COPY

LICENSE AGREEMENT

No. 97027

BETWEEN :

L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE, a public scientific and technological establishment, whose registered office is located at 101 Rue de Tolbiac, 75654 PARIS CEDEX 13, represented by its General Manager, Mr. Claude GRISCELLI.

Hereafter called by the acronym "INSERM",

ON THE ONE HAND,

AND :

INNATE PHARMA, SAS, with share capital of FRF 250,000, whose registered office is located at Grand Pré 121, ancien chemin de Cassis, 13009 MARSEILLES, represented by the Chairman of its Management Committee, Mr. Hervé BRAILLY,

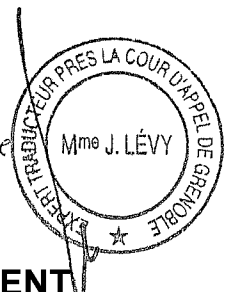
Hereafter called by the acronym "INNATE",

ON THE OTHER HAND,

Together hereafter called "the Parties".

AGENCE BILIS TRADUCTION
5, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS
Téléphone : 01 58 36 18 18
Télécopieur : 01 58 36 18 19
E-mail : bilis@bilis.com

Traduction certifiée
exacte et conforme
à l'original en
langue Française
Enregistrée Ne Varie
sous la Réf. 0210164
Le 20/11/02



PATENT

REEL: 020216 FRAME: 0686

WHEREAS :

INNATE is a biotechnology company whose activity is the pre-clinical and clinical development and the valorisation of therapeutic matters in the field of immunotherapy. INNATE possesses a technological platform combining immunology and the chemistry of natural substances.

ACCORDINGLY, THE FOLLOWING HAS BEEN DRAWN AND AGREED :

ARTICLE 1. DEFINITIONS.

Throughout the present agreement and unless it is clearly stated to the contrary, the terms set out below shall have the following meaning :

“Know-how” means :

the materials possessed by Units 395 and 463 of INSERM before the signature of the contract as well as all of the scientific and technical information, formulas, methods and processes concerning phosphohalohydrins and phosphoepoxyhydrines (“PHD”), non peptidic phosphoantigens, activating agents of the sub-populations of lymphocytes Tγ9δ2 necessary for the application of the Patents and any derived material of the materials or incorporating the materials covered by the Patents.

“Patents” mean :

- the patent application FR/98 10914 filed by INSERM on 1st September 1998 called *“Novel phosphoepoxide compounds, process for the production thereof and use thereof”* and the extension PCT FR99/02 057,
- the patent application FR/98 10913 filed by INSERM on 1st September 1998 called *“Novel phosphohalohydrins compounds, process for the production thereof and use thereof”* and the extension PCT FR99/02 058,

and any foreign application filed on the basis of these applications, any continuation, continuation-in-part, addition, division, and the resulting patents, as well as any patent re-filed, re-issued or re-examined on the basis of these applications.

“The Technology” means :

The Know-how and the Patents and/or all or part of these elements used alone or combined as soon as they are intended to be used within the Domain of the Contract.

“Product(s)” mean(s) :

Any products, methods and services whose manufacturing, production, use and/or sale constitutes a counterfeit of a claim of a Patent issued and uncanceled or otherwise

invalidated by a final judgement and/or an abusive use of the Know-how in the absence of a license for the latter.

“Development Work” mean :

All of the work and studies directly carried out by INNATE or on behalf of INNATE in accordance with the commercial development plan provided with INSERM as stipulated in Article 2.3 below, including the work and studies that are required for the development and the marketing of the Products, or indirectly through its Subsidiaries or its sub-licensees.

“Subsidiary” of INNATE means :

Any commercial company with share capital or partnership governed by French or foreign law, which through an equity interest in the share capital or another means, but having at least 50% of the voting rights or rights to manage the affairs of the company, controls INNATE, is controlled by INNATE or is placed under the same control as INNATE.

“Net Sales” means :

The amount of the Sales, excluding taxes, of the Products (in all its forms) invoiced to third parties in a given country by INNATE, its Subsidiaries, after deduction of various reductions, rebates or discounts granted, transport, packaging expenses and insurance expenses relating to transport, other taxes, customs expenses invoiced in the countries of the Territory.

The Net Sales do not include intermediate sales of the Products between INNATE and its Subsidiaries or between the Subsidiaries. Only the final amount invoiced by INNATE, its Subsidiaries shall be taken into account in the calculation of the Net Sales. Humanitarian sales or transfers and those made within the framework of clinical studies shall not be taken into account in the calculation of the Net Sales.

“Domain of the Contract” means :

Any domain of use of the Products in the therapeutic domain such as the immunostimulation of infectious pathologies, the immunosuppression in the autoimmunity and, in particular, the adjuvant therapy of cancer of the bladder and anti-cancerous immunotherapy.

“Territory” means : the whole world.

ARTICLE 2. NATURE, PURPOSE AND SCOPE OF THE LICENSE

2.1. INSERM grants to INNATE, which accepts, an exclusive worldwide license of the Technology in the Domain of the Contract with a view to developing, promoting, manufacturing, having manufactured, selling and distributing Products in the Territory.

AGENCE BILISTRADUCTION
5, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS
Téléphone : 01 58 36 18 18
Télécopieur : 01 58 36 18 19
E-mail : bilis@bilis.com

- 2.2. The license stipulated in Article 2.1. above grants to INNATE the right grant sub-licenses to its Subsidiaries and to third parties, subject to informing INSERM beforehand and the delivery to INSERM of a copy of the sub-license contract. The contracts concluded by INNATE with the sub-licensees shall be in every way in accordance with the terms of the present contract and shall contain similar obligations to those stipulated under the presents, notably those stipulated in Article 4.

INNATE undertakes to take into account the remarks made by INSERM, in particular when these remarks shall involve the ability of the sub-licensee to launch a Product on the market within a reasonable period and fair and reasonable financial conditions.

INNATE shall remain solely responsible for the proper enforcement of the sub-licenses.

- 2.3. INNATE shall provide INSERM, within six months following the signature of the present contract, with a commercial development plan stipulating the conditions in which it intends to carry out the Development Work (hereafter called "The Commercial Development Plan") as well as a timetable for the performance of the said Development Work. The Commercial Development Plan shall be annexed to the present contract to be an integral part thereof.

ARTICLE 3. RESEARCH COLLABORATION

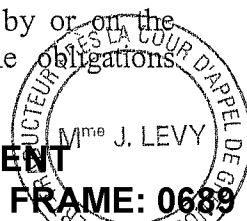
In the event where INNATE should wish to entrust the performance of the work to a research team supported by INSERM, the Parties agree that separate agreements shall be concluded for this purpose between INNATE and INSERM in order to stipulate the modalities of the performance of such work.

ARTICLE 4. DEVELOPMENT – MARKETING

- 4.1. INNATE shall use its best efforts to carry out the Development Work directly or indirectly through its Subsidiaries or sub-licensees and arrive at the use of the Products.

In the event of technical difficulties in development, the Parties shall meet to decide on the measures to take, and shall deploy reasonable efforts to solve them.

- 4.2. INNATE undertakes to comply with the regulations in effect in France and abroad in the carrying-out of the Development Work and to use its best efforts to obtain the authorisations required by the laws and the regulations applicable in the countries where INNATE envisages the marketing of the Products.
- 4.3. INNATE shall be free to conduct, as it feels fit, its policy of filing applications for authorisations to market the Products and its policy of promotion, manufacturing and distribution of the Products subject to the prior agreement of INSERM for any use of its name.
- 4.4. Within the framework of the clinical studies that shall be carried out by or on the instructions of INNATE, INNATE undertakes to comply with all the obligations



required by the laws and the regulations in effect and, for the studies carried out in France, with the obligations of the Law of 20 December 1988 amended, concerning the protection of people who volunteer for biomedical research. INNATE guarantees INSERM against any liability or any legal action that could be brought against it by third parties within the framework of the studies.

- 4.5. INNATE undertakes to keep INSERM regularly informed of the state of progress of the Development Work. For this purpose, INNATE shall send, at the end of each contractual year, to INSERM (Department for Economic Development Partnerships), in application of the Commercial Development Plan, a written report that shall show the state of progress of the research and development and, as the case may be, of the pre-clinical and clinical studies carried out, of the files of new drug applications and of the sales of the Products that have been made during the year in question.
- 4.6. INNATE retains the rights that are granted to it under the terms of the presents, subject to the development and the use of the Products.
- 4.6.1. In the event where INNATE should not apply means that are reasonably proportionate as regards the practices of the profession and given the Commercial Development Plan, or should interrupt for more than 6 months the Development Work, the Parties shall meet to assess the reasons for the delay in the development of the Products and to establish, as the case may be, the follow-up to be given to the relations stipulated under the terms of the presents.

It may be decided by joint agreement to update the Commercial Development Plan in accordance with the result obtained and the difficulties encountered. This updating shall be the subject of a written document signed by all of the Parties. In the event where the Parties should not be able to agree within a period of 3 months from the annual transmission of the Commercial Development Plan, the present contract may be terminated in all or in part by INSERM.

- 4.6.2. INNATE shall have the right to stop the Development Work or the use of the Product, for any reason whatsoever, during the term of the present contract by notice sent to INSERM stating the reasons for this interruption.
- 4.6.3. INSERM shall be free to seek a third party partner to continue the development and the marketing of the Products in the event of failure in the development and marketing of the Products by INNATE as stipulated in Articles 4.6.1 and 4.6.2. INNATE may grant to INSERM the right to use the results obtained within the framework of the Development Work carried out by INNATE to the extent that these results should become necessary to permit INSERM to valorise with the third party partners and continue the development and marketing of the Products.

INSERM then undertakes to pay to INNATE, in the event of use of the Technology by a third party, a fair share of the royalties received by INSERM up to the amount of the investment directly made by INNATE, its Subsidiaries or its sub-licensees for the Development Work until the date of withdrawal of INNATE. This share shall be established in good faith between the Parties.

Notwithstanding the above, it is agreed that the stopping of the Development Work or of the commercial use of the Products shall not entail the payment of any compensation of any kind whatsoever to the other party.

ARTICLE 5. FINANCIAL CONDITIONS

5.1. Industrial property expenses

In consideration for the rights granted under the presents, INNATE shall pay, as from the signature of the present contract, for the expenses concerning the procedures for the issue, examination, extension, maintenance in force and protection of the Patents under the conditions stipulated in Article 6.

At the latest within a period of 3 years from the signature of the presents, INNATE undertakes to reimburse INSERM for all of the sums paid by INSERM for the procedures of filing, extension and maintenance in force of the Patents in France and abroad before the entry into effect of the present contract. INNATE undertakes to inform INSERM, at least once per year, of its intention or not to proceed with this payment, it being agreed that this payment may be made at any time but that it should be made at the latest at the expiry of the period of 3 years from the signature of the presents.

The payment shall be made on the presentation of an invoice issued by INSERM and made out to INNATE at the latest within a period of 3 years from the signature of the presents.

5.2. Fixed sums

In consideration for the rights granted under the presents, INNATE undertakes to pay INSERM the fixed sums stipulated below, on completion of the following stages :

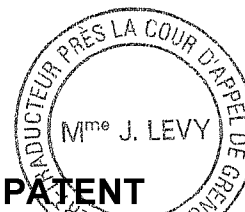
- Beginning of the clinical trials of phase III : FRF 2 000 000,00
- First marketing of a Product : FRF 5 000 000,00

The sums stipulated above are payable within a period of 45 days from the completion of the event in question, for each Product to the extent that it gives rise to a specific clinical development.

5.3. Royalties

5.3.1. INNATE undertakes to pay INSERM a royalty based on the Net Sales of any Product marketed and invoiced by INNATE, its Subsidiaries of 5%.

5.3.2. In the event of the granting of sub-licenses of the Technology licensed, INNATE shall pay INSERM a percentage of the sums of any kind received by INNATE. It is agreed that the said percentage shall be directly applied to the amounts of the fixed payments received by INNATE from its Subsidiaries and/or sub-licensees (cash, annual payments, guaranteed minima, etc).



Depending on the state of progress of the project, the rates applicable are the following :

- pre-clinical stage : 30%
- beginning of phase I or I/II (IND) : 15%
- beginning of phase II : 12.5%
- beginning of phase III : 10%
- filing of the first AMM request (or equivalent NDA) : 10%
- first marketing of a Product : 10%.

It is agreed that the rates applied here are only valid for a proven commitment of means on the part of INNATE as stipulated in the appendix and for the marketing scheme stipulated in the said appendix.

- 5.3.3. The royalties on the sales of Products shall be due for each country from the first marketing of a Product in the Domain of the Contract, for as long as there exists a Patent issued and opposable to third parties in this country or for 10 years from the first marketing of the said Product, if the sale of this Product is not protected by a Patent, issued and opposable to third parties, in this country.

It is agreed that in the latter case the royalties due to INSERM shall be reduced by half.

INNATE shall alone be liable for the payment of the royalties to INSERM.

- 5.3.4. If INNATE, its Subsidiaries or its sub-licensees must pay a royalty to third parties in consideration for a right to manufacture, use, sell a Product or to grant a sub-license thereof in any country whatsoever in the Territory, INNATE shall then have the right, after having obtained a license from the said third party, to deduct from the royalty due under the present license, the royalty due to this third party, it being agreed that this deduction may not entail a reduction of more than 50% of the amount of the royalty due to INSERM.

- 5.3.5. The payment of the royalty shall be made as follows :

- the statement of the Net Sales of any Product and/or the fixed sums received, drawn up on 31 December of each year and certified true by INNATE's Auditors, shall be sent to INSERM on 30 April of the following year even in the event of the absence of sales during the year in question.
- After acceptance of this statement by INSERM, the sums due for the year in question shall be paid within a period of 45 days from the receipt of the invoice issued by INSERM. The payments shall be made to the order of The Accountant of INSERM for Account 0000 3005071/61, Paris Treasury Department, 19 Rue Scribe, 75436 PARIS Cedex 09.

The sums due shall be increased by the statutory taxes and notably VAT at the rate in effect.

- 5.3.6. INNATE undertakes to keep and to have kept by its Subsidiaries and its sub-licensees special accounting of the sums received for the sale of the Products in which shall be shown all the elements necessary for the precise valuation of the commercial transactions carried out and for the audit of the royalties.
This special accounting shall be made available to INSERM for each year until the expiry of a period of 3 years following this year.

At the request of INSERM but at a maximum once per calendar year, INNATE shall authorise a independent chartered accountant chosen by INSERM to the meeting with whom INNATE has no justified objections to make, to audit the said accounting for the purpose of verifying the accuracy of the calculation of the royalty. The expenses and fees of this expert shall be exclusively borne by INSERM. The said expert shall proceed with an audit in accordance with the provisions of the present Article 5. The chartered accountant appointed shall be bound by professional secrecy.

ARTICLE 6. INDUSTRIAL PROPERTY. COUNTERFEITING

- 6.1. As from the signature of the presents, INNATE is responsible for the management of the files and the monitoring of the procedures for the issue, maintenance in force and protection of the Patents.

INNATE undertakes to pay for the expenses concerning the procedures for the issue, examination, extension, maintenance in force and protection of the Patents in the countries within the Territory where they are filed or granted, throughout the term of the contract.

If INNATE does not wish to maintain in force or continue the procedures for the extension, issue or the protection of the Patents in one country, it shall inform INSERM thereof in due course so that the latter may, if it so wishes, continue the procedures for the extension, issue or maintenance in force and protection of the Patents at its expense in this country, in France or abroad.

In this event, INNATE shall lose the license rights that are granted to it under the terms of the present contract over the Patent(s) in the country(ies) concerned.

- 6.2. INNATE shall act in the best interest of INSERM and of the inventors within the framework of any action that should turn out to be necessary for the protection of the rights attached to the Patents and, in particular, in the event where an action for counterfeiting should be brought by INNATE against a third party counterfeiter or by a third party against INNATE.

- 6.3. INSERM and INNATE shall inform each other as soon as possible of any act of counterfeiting by a third party of which it should be aware. The Parties shall discuss in order to establish the best strategy to take. If a legal action should turn out to be necessary and effective, it shall be brought by INNATE, its Subsidiaries or its sub-

licensees in their name and at their expense, with INSERM providing them with their technical and/or legal advice.

INNATE, its Subsidiaries or its sub-licensees shall keep any damages, expenses or costs that could be granted to them pursuant to actions brought against a counterfeiter or an imitator. After collection of the expenses incurred by INNATE, its Subsidiaries or its sub-licensees for such actions, INNATE accepts to pay INSERM a share of the amount of the damages that should have granted to it, corresponding to the rate of the royalties stipulated in Article 5.3 above.

In the event where INNATE its Subsidiaries or its sub-licensees decide not to bring action for counterfeiting, INSERM may decide to initiate proceedings by itself in its name and at its expense, with INNATE providing reasonable technical and legal assistance in the pursuit of this action. INSERM shall collect all of the compensation eventually granted in its favour by the Courts.

- 6.4. If proceedings for counterfeiting are initiated against INNATE, INNATE may not claim any compensation from INSERM, any reimbursements of the sums paid or any reduction in the sums still due under Article 5 above at the time of the final judicial decision. INNATE may deduct 50% of the amount it is ordered to pay from the remuneration due to INSERM under Article 5.3 after the final or enforceable judicial decision ruling in favour of the claims of a third party, giving rise to the condemnation of INNATE for infringement of the rights of this third party, within the limit, however, of a maximum reduction of 50% of the amount of the remuneration due to INSERM under the above-mentioned Article and, as the case may be, by scheduling the sums to be deducted over several years of operations.

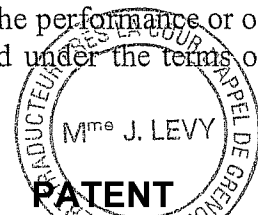
ARTICLE 7. GUARANTEE. COMPENSATION

- 7.1. INSERM certifies and guarantees to INNATE the material existence of the Patents and that it is fully authorised to grant to it the license, which is the subject of the present contract, as stipulated in Article 2.1. Subject to the above, INSERM does not grant to INNATE any other express or tacit guarantee.

- 7.2. Nothing in the present contract lay be interpreted as :

- constituting a guarantee by INSERM or by the inventors of the obtaining, validity or the scope of any one of the Patents whatsoever in one of the countries in the Territory,
- constituting a guarantee of the present or future non-infringement of the patents of a third party or any other intellectual property right of a third party whose purpose is a service, method or process manufactured, used, sold or operated in any manner whatsoever within the framework of the present contract,
- constituting a guarantee of the innocuousness or of the adequacy of the inventions that are the subject of the Patents for a particular purpose or of the performance or of the adequacy for a given purpose of the Technology transferred under the terms of the present contract.

AGENCE BILIS TRADUCTION
5, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS
Téléphone : 01 58 36 18 18
Télécopieur : 01 58 36 18 19
E-mail : bilis@bilis.com



7.3. INNATE, its Subsidiaries and its sub-licensees guarantee INSERM and the members of its staff against any recourse that could be brought against them on the grounds of harm to people or to property suffered at the time of the manufacturing, the holding of the use of the Technology and of the marketing of the Products by INNATE, its Subsidiaries or its sub-licensees. INNATE, its Subsidiaries or its sub-licensees renounce the bringing of any action against INSERM in the event where these requests, claims, proceedings or actions should be brought against INNATE, its Subsidiaries or its sub-licensees by third parties.

INNATE shall ensure that it, its Subsidiaries and its sub-licensees have the insurance necessary in order to sufficiently cover its liability for the exercising of the present license. The provisions of the present Article shall not apply when INSERM and/or the members of its staff shall have contributed by their fault or their negligence to the occurrence of damage.

ARTICLE 8. CONFIDENTIALITY

8.1. Each of the Parties undertakes to keep confidential, not to communicate or disclose to anyone whatever without the written permission of the other party, the information of any nature of which it could have had knowledge at the time of the performance of the present contract and, notably, any confidential information concerning the Development Work, the Technology, the Product that it could receive within the framework of the presents (hereafter called the "Information").

However, the following Information shall not be considered as confidential :

- that should be in the public domain at the date of its communication or should be subsequently placed in the public domain by a third party in good faith, or
- that should already be known by the party receiving it at the date of entry into effect of the presents, except if the said Information has been received from one of the Parties to the presents, or
- that should be received from a third party having the right to hold it.

Whatever the case, the burden of proof that the Information is not confidential is borne by the party which receives it.

8.2. INNATE shall have the right to supply the Information to third parties, including its Subsidiaries and its sub-licensees to the extent that the disclosure of this Information is useful or necessary for INNATE for the exploitation of the license granted under the presents, as long as the third party to whom this Information is transmitted is bound by a confidentiality obligation similar to that stipulated above.

The Parties undertake to take all the measures reasonably required with a view to meeting their obligations arising from the present Article 8.

The present confidentiality obligation shall be valid for ten (10) years following the signature of the present contract.

ARTICLE 9. TERM

The present contract shall enter into effect on the date of signature by all of the signatory Parties. It shall remain in effect until the later of the two following expiry dates :

- a) the expiry or the invalidation of the last of the Patents covering the Products, or
- b) the expiry of a period of 10 (ten) years from the first marketing of a Product if the sale of this Product is not protected by a Patent granted and opposable to third parties in this country.

ARTICLE 10. TERMINATION OF THE CONTRACT

- 10.1. The present contract shall be terminated by one of the Parties in the event of the non-performance by the other Party of any one of obligations whatsoever under the presents, if the said Party has not remedied the said non-performance within a maximum period of thirty (30) days from the date of written notice of the said non-performance.
- 10.2. The present contract shall be terminated in the event of winding-up or bringing of compulsory liquidation proceedings against INNATE subject to the provisions of the new Article 37 of Law no. 85-98 of 25 January 1985.
- 10.3. The present contract shall also be terminated in the event of the impossibility for INNATE of obtaining the financing necessary for the exercising of its activity and of proceeding with the payments stipulated under the presents, and of impossibility for INNATE to implement the stages of development and marketing in accordance with the Commercial Development Plan shown in the appendix, and in accordance with the provisions of Article 4.6.

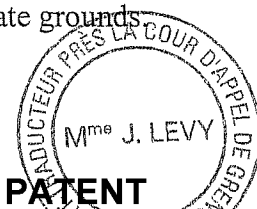
ARTICLE 11. GENERAL PROVISIONS

11.1. Non-transferability

None of the Parties may transfer the present contract in all or in part to a third party without the prior written agreement of the other Party. It is, however, expressly stipulated that this agreement shall be obtained in the event of absence of reply from INSERM within a period of 45 days.

In the event of merger, absorption, sale, transfer of the activities to a company or of any other transformation of INNATE intending to modify the *intuitu personae* characteristics of the taken into account for the conclusion of the present contract, the present contract may only be transferred with the prior written consent of INSERM that shall occur within a period of 45 days from the request, and this consent shall not be refused without legitimate grounds.

AGENCE BILIS TRADUCTION
5, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS
Téléphone : 01 58 36 18 18
Télécopieur : 01 58 36 18 19
E-mail : bilis@bilis.com



It is hereby agreed that the said company shall be, whatever the case, subject to the same obligations as those incumbent on INNATE within the framework of the presents unless the parties jointly agree otherwise.

In any case, a protocol to the present contract between INSERM and the said company shall be drawn up simultaneously with the operation realised with INNATE which shall stipulate the respective obligations of the said parties in accordance with the preceding paragraph.

11.2. Force majeure

Each Party shall be excused for not having fulfilled its obligations and may not be held responsible or liable for damages to the other party if the non-performance is due to a case of force majeure such as the disorganisation of its departments notably because of a strike, resignation or any other event outside of its control.

11.3. Independent co-contractors

The present contract must in no case be interpreted as creating a relationship of association or a de facto company between the Parties, with each of them having to be considered as an independent co-contractor.

11.4. Modifications

The present contract cancels and replaces any prior agreement between the Parties concerning the purpose of the presents. The present contract may only be modified in writing, with any modification having to be signed by an authorised representative of each of the Parties.

11.5. Communications

Any communication or notice for the attention of the Parties shall be made by telex or confirmed fax or registered letter with acknowledgement of receipt to the addresses stipulated below, for as long as they have not been notified of a change of address in writing :

For INSERM : DPES
101 Rue de Tolbiac
75654 PARIS Cedex 13
Tel : 01 44 23 60 40
Fax : 01 45 85 07 66

For INNATE : _____

Tel : _____

Fax : _____

11.6. Non-waiver of rights

If, in the event of breach by one or the other of the Parties of its obligations resulting from the present contract, the non-faulty Party does not take advantage of the rights resulting from

AGENCE BILIS TRADUCTION
5, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS
Téléphone : 01 58 36 18 18
Télécopieur : 01 58 36 18 19
E-mail : bilis@bilis.com

from the said breach, the non-exercising of its rights may not be interpreted as a waiver of the exercising of the said rights in the future or at the time of a further similar breach by the faulty Party of its obligations resulting from the present contract.

11.7. Registration

Any power is given to the bearer of the present license contract to obtain thereof the fiscal registration and recording in the National Patent Registers in the countries of the Territory concerned by the present license.

ARTICLE 12. REGIME OF THE CONTRACT

The present contract is governed by French law.

If difficulties arise as regards the interpretation, or performance of the contract, the Parties shall try to settle them amicably.

In the event of persistent disagreement, the Paris Courts shall be solely competent.

Signed in Paris on 28 April 2000
In two originals

L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE
ET DE LA RECHERCHE MEDICALE

The General Manager
C. GRISCELLI

(Signature)

INNATE PHARMA

The Chairman of the
Management Committee
H. BRAILLY

(Signature)

